

# Les Enjeux de l'information et de la communication

## Rubrique *Travaux et Documents*

---

### **Mondialisation et culture numérique : le « paradoxe » des nouveaux dispositifs de communication**

**Zouha Dahmen-Jarrin**

Inédit. Mis en ligne le 06 avril 2012.

Document disponible en ligne à l'adresse:

---

[http://w3.u-grenoble3.fr/les\\_enjeux/pageshtml/travaux.html](http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/pageshtml/travaux.html)

---

Pour citer ce document :

---

Dahmen-Jarrin Zouha, «Mondialisation et culture numérique : le « paradoxe » des nouveaux dispositifs de communication », [Communication au colloque « Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud : Des médias classiques aux Tic », Agadir, Maroc, 4-6/04/2012], in rubrique « Travaux et Documents », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2012, consulté le [date de consultation], URL : [http://w3.u-grenoble3.fr/les\\_enjeux/pageshtml/travaux.html](http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/pageshtml/travaux.html).

---

© *Les Enjeux de l'information et de la communication*, GRESEC. Tous droits réservés pour tous pays.

## **Mondialisation et culture numérique : le « paradoxe » des nouveaux dispositifs de communication**

*Inédit. Mis en ligne le 06 avril 2012.*

### **Zouha Dahmen-Jarrin**

*Zouha Dahmen-Jarrin est Docteure en Sciences de l'Information et de la Communication, chercheuse associée au GRESEC. Ses travaux portent sur les enjeux sociaux de la communication médiatisée et sur les nouveaux espaces publics.*

*GRESEC, Université Stendhal, Grenoble*

*z.jarrin@laposte.net*

**Cette contribution qui inaugure la rubrique *Travaux des Enjeux de l'Information et de la Communication* a été préparée pour le Colloque « Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud : Des médias classiques aux Tic », Agadir, Maroc, 4-6/04/2012.**

Résumé :

Les récents mouvements sociaux dans le Monde arabe attestent à des degrés divers du potentiel informationnel grandissant de l'Internet participatif au point que certains discours attribuent à ce dispositif technique le privilège d'avoir suscité ces mouvements. Sans disqualifier le rôle de cet outil dans la mobilisation sociale et virtuelle en Tunisie, nous avons choisi de nous interroger sur les modalités expressives et organisationnelles d'une médiatisation réticulaire en accordant un rôle tout aussi déterminant au militantisme issu du terrain qu'aux photos et vidéos amateurs produites par téléphones mobiles, dans un environnement médiatique local réprimé. La prise en compte de ces deux variables nous a conduit à souligner la dynamique mouvante des rapports de force sociaux comme piste susceptible de nous éclairer davantage sur la question de l'ambivalence des nouveaux dispositifs de communication.

Mots clés : Activisme, Mouvement social, Tic, Tunisie.

### **Plan**

Petit rappel historique des conditions sociopolitiques du mouvement

Des militants et cyber-activistes « armés » de leurs caméra-phones

Bataille informationnelle et réseaux relais

Pour dépasser la question de l'ambivalence

*Références bibliographiques*

Les moyens et techniques de communication sont souvent présentés comme de formidables outils d'émancipation individuelle et collective et de réels catalyseurs de développement et de changements sociaux. La mondialisation des réseaux et des échanges culturels semblerait confirmer cette idée, notamment dans les sociétés du Sud au contexte autoritaire. Plus récemment, les discours médiatiques et même savants charrient cette vision idéalisée des technologies de la communication en réduisant « les révolutions arabes » à la performance technologique des réseaux de communication (Castells, 2011 ; Shirky, 2011). Depuis le mouvement de protestation iranien de 2009, jusqu'à la chute des régimes tunisien et égyptien au début 2011, le rôle des réseaux numériques dans ces mobilisations a occupé l'actualité médiatique et académique. La question qui est posée ici et là semble être la suivante : l'Internet fait-il la révolution ? La mobilisation massive des réseaux numériques, dits sociaux, à des fins de contestation politique a fait apparaître l'espace virtuel comme étant à l'origine de ces « révolutions ». D'où une vision déterministe marquée par un idéal libéral ou libertaire de l'Internet à laquelle s'oppose une approche moins optimiste réactivant le pouvoir des techniques de surveillance qui sont inscrites au sein même de cette technologie libératrice (Morozov, 2011).

Pour notre part, il ne s'agit pas dans cet article d'apporter une énième réponse à la question sus-posée. Nous envisagerons plutôt d'interroger le potentiel informationnel des techniques de communication comme la téléphonie mobile et l'Internet participatif à la lumière des tactiques et des stratégies des acteurs impliqués dans la mise en visibilité du mouvement de protestation en Tunisie, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Notre travail vise donc à rendre compte des modalités expressives et organisationnelles des usagers de ces techniques de communication ayant permis la médiatisation du soulèvement populaire tunisien. Ces propriétés que nous voudrions mettre en lumière s'appuient en grande partie sur les pratiques de nouvelles catégories d'acteurs, celles des profanes ou des « amateurs » (Flichy, 2010) de la culture participative et celles des « amateurs » de la parole politique.

Divers travaux de recherche ont souligné, selon des approches différenciées, la contribution grandissante des contenus générés par les usagers des techniques numériques (User Generated Content), notamment dans l'élaboration des produits médiatiques (Estienne, 2007 ; Rebillard, 2010 ; Aubert 2011). Cette tendance à la participation et à la collaboration par les usagers dans la fabrication des produits journalistiques s'affirme aujourd'hui avec les réseaux sociaux numériques, devenus sources incontournables pour les médias *mainstream*. Cette participation exprimerait la nouvelle tendance démocratique conduite par les citoyens internautes (Cardon, 2010 ; Cardon & Granjon, 2010). Le mouvement de protestation tunisien a montré combien les plateformes collaboratives, essentiellement *Facebook* et *Twitter*, ainsi que les chaînes d'information transnationales comme *France 24* et *Aljazeera* se sont appuyées sur les photos et vidéos brutes produites par les usagers des téléphones mobiles pour couvrir les événements et amplifier leur visibilité.

Nous essayerons dans cet article de mettre en lumière les propriétés d'une « médiatisation de réseau » en nous intéressant plus particulièrement à la manière dont les contenus produits par la téléphonie mobile sont devenus dans un contexte de verrouillage médiatique quasi-total en Tunisie une « arme informationnelle » dont disposent les militants et activistes tunisiens sachant exploiter les réseaux numériques transnationaux pour rendre visible à large échelle leur mobilisation face aux violences et aux exactions perpétrées par le régime. Notre hypothèse est que l'image provenant du

terrain a supplanté le commentaire dans cette médiatisation réticulaire qui demeurait dans sa globalité soumise aux rapports de forces sociaux tels qu'ils se présentaient au début de l'année 2011, à savoir un régime aux abois faisant usage de la répression pour se maintenir.

Pour conduire notre travail nous avons adopté une approche pluridisciplinaire s'appuyant, d'une part, sur l'observation des initiatives prises par les cyber-activistes tunisiens au cours du mouvement social et, d'autre part, sur une analyse socio-discursive des messages échangés sur la plateforme *Twitter*, élaborée à partir de deux corpus distincts. Le premier est composé de 266 tweets postés les 13 et 14 janvier 2011 à partir d'un téléphone mobile. Nous avons réussi à les collecter à partir du moteur de recherche *Google en temps réel* en suivant le hashtag #Sidibouzid. Nous les avons ensuite identifiés grâce au profil public des usagers de la plateforme *Twitter*. Le second corpus est un recueil de 25 tweets échangés entre le 27 décembre 2010 et le 14 janvier 2011 en prenant le même hashtag comme mot clé du sujet. Nous avons pu reconstituer ce corpus à partir du moteur de recherche de tweets *Topsy. Com*. Les messages de ce corpus sont composés essentiellement de textes avec des liens iconographiques (photos et vidéos) dont les sources sont les sites Net suivants : *Global Voices*, *Posterous.com* de *Nawaat*, *Aljazeera.net* (en anglais), *Les observateurs (France 24)*. Les données récoltées ont fait l'objet d'un traitement comportant les deux volets d'une analyse du discours, à savoir le volet figuratif (acteurs, espace, temps) et le volet narratif (thème, objet, modalités). Pour étayer ce travail qui ne prétend pas à l'exhaustivité, nous avons choisi de compléter notre analyse, effectuée à partir des deux corpus, par des propos de certains acteurs du mouvement collectés grâce à des entretiens publiés dans les médias, des rencontres et des contacts en ligne.

Après un rappel historique du contexte socio-politique dans lequel sont intervenus les principaux acteurs de la médiatisation du mouvement social tunisien, nous présenterons la manière dont ils ont exploité les techniques de communication, en particulier le téléphone portable et le Net, pour produire et propager l'information. Nous reviendrons dans la dernière partie de notre texte sur la question du « paradoxe » qui caractériserait les technologies de l'information et de la communication.

## **PETIT RAPPEL HISTORIQUE DES CONDITIONS SOCIOPOLITIQUES DU MOUVEMENT**

Lorsque le militant du Parti d'opposition PDP crée avec son téléphone portable le « Buzz » autour du suicide de son cousin Mohamed Bouazizi et de la protestation sociale qui s'en est suivie à Sidi Bouzid le 17 décembre 2010<sup>1</sup>, le champ de la protestation sociale était déjà en effervescence en Tunisie à la fois dans l'espace public urbain et dans l'espace virtuel (Geisser & Gobe, 2007 ; Lecomte, 2009). En effet, la brutalité policière avec laquelle les autorités tunisiennes ont répondu aux manifestations réclamant le droit au travail dans le bassin minier de Gafsa en 2008 (Chouikha & Geisser, 2010) a sans aucun doute été à l'origine d'un grand sentiment d'injustice et d'humiliation faisant écho dans toute la région et les villes limitrophes. Ce sont les mêmes revendications sociales

.....

1 La vidéo du rassemblement de la population de Sidi Bouzid devant le Gouvernorat réalisée à partir d'un téléphone portable a été diffusée le soir même sur Aljazeera et le 20 décembre sur France 24

qui se sont cristallisées au moment du soulèvement populaire de Sidi Bouzid en décembre 2010, c'est-à-dire, la liberté de l'entreprise économique et l'arrêt de la corruption dans l'accès à l'emploi. C'est ainsi que l'un des premiers slogans circulant les premiers jours de la mobilisation sociale a été « le travail est un droit, oh bande de voleurs ! ». Ce slogan a été stratégiquement choisi par les militants pour propager la contestation au-delà de la ville de Sidi Bouzid. D'après Lamine al-Bouazizi, natif de cette ville, syndicaliste et militant politique, la stratégie d'influence adoptée pour toucher de façon virale l'opinion a été de propager sur le web et dans les médias étrangers le désespoir des jeunes diplômés au chômage livrés au suicide<sup>2</sup>. Mais, ajoute-t-il, cette stratégie est l'aboutissement d'un travail de terrain qui a duré plus de deux ans avec la population de cette région du centre-ouest du pays. Un noyau syndicaliste très actif s'est constitué et s'est organisé de manière quasi secrète pour canaliser la colère populaire montante. Il a cassé le mur de la peur dans l'esprit des gouvernés. Dans un pays où « le régime occupe son peuple », poursuit-il, un sit-in était systématiquement organisé quelque soit la cause afin de résoudre des problèmes de la vie quotidienne que rencontrent les citoyens.

Pour amplifier cet activisme sur le terrain, les militants se sont exercés à l'usage des nouvelles techniques de l'information et de la communication. L'espace virtuel, considéré comme un espace échappant peu ou prou à la surveillance, est devenu pour ces militants le lieu d'organisation secrète de débats suivis d'actions sur le terrain. Des liens d'amitié ancienne relient les militants de cette région depuis l'université mais aussi des relations virtuelles se sont créées avec des militants, des syndicalistes en Tunisie et à l'étranger et des jeunes des quartiers pour gagner la confiance de la population locale. C'est pourquoi les militants du Gouvernorat de Sidi Bouzid étaient dès le lendemain du 17 décembre prêts pour une action de grande ampleur en commençant par la création spontanée et publique de cellules d'actions comme le « Comité pour la citoyenneté et la défense des victimes de la marginalisation » qui préfigure le début d'un *Storytelling* médiatique allant crescendo au fur et à mesure que les troubles gagnent les villes avoisinantes comme Mekkassy, Manzel Bouzayen puis Kasserine et Thala.

Ces initiatives sur le terrain à l'endroit de la population locale, soutenues par une élite ayant acquis un savoir-faire « médiatique », s'accordent avec d'autres initiatives citoyennes conduites par des blogueurs dans l'espace virtuel pour défendre la liberté d'expression et l'arrêt de la censure sur l'Internet. La campagne « Nhar ala Ammar » (impitoyable journée pour Ammar [le censeur]) organisée par les internautes tunisiens est la somme d'une collaboration d'un groupe de travail sur la plateforme *Google* qui a tenté d'associer le mouvement de protestation virtuelle à des actions sur le terrain. Bien que constitué d'une majorité de blogueurs, certains de ses membres sont acquis à l'action militante, notamment au sein de l'université et de la société civile. Prolongeant l'action contestataire conduite depuis quelques années, notamment par la Diaspora sur la toile (Lecomte, 2009), les initiatives prises par le groupe, à la suite de l'échec à Tunis de la manifestation du 22 mai 2010, ont cherché à transformer la question de la censure du Net en un problème politique qui touche l'ensemble du système. C'est la stratégie proposée par Malek Khadraoui, blogueur et administrateur du site collaboratif *Nawaat*, à ce groupe. Selon lui, « *La censure en Tunisie découle d'une politique totalitaire globale*

.....

2 Déclarations tenues lors d'un entretien en arabe accordé à l'émission *Netshow* « Les vrais blogueurs de la révolution » diffusée le 18 décembre 2011 sur la chaîne de radio Express FM, [www.radioexpressfm.com/podcast/show/les-vrais-blogueurs-de-la-revolution](http://www.radioexpressfm.com/podcast/show/les-vrais-blogueurs-de-la-revolution)

dont elle est l'un des piliers. Toucher à la question de la censure c'est comme toucher aux questions de l'indépendance de la justice ou la gestion des biens publics : c'est toucher le cœur du système. Demander la fin de la censure c'est demander la fin du régime »<sup>3</sup>. Les tactiques adoptées consistaient à appuyer le savoir-faire technique dans l'usage des Tic pour toucher l'opinion et transformer la question de la censure en un débat national ; « Nous aurons pour armes le Story-telling, le Marketing, l'Action citoyenne, la Communication et la Créativité », ajoute un autre activiste du groupe<sup>4</sup>. Ainsi, sont proposés l'organisation de Flashmobs, la médiatisation de la contestation dans les médias classiques grâce aux journalistes amis et connaissances, l'élaboration de produits dérivés (des T-shirts), la production d'affiches et d'autocollants, le tag des murs et des trottoirs qui s'ajoutent à des actions dans l'espace virtuel comme la production de vidéos, le *livestreaming* et l'intention d'impliquer les réseaux *Facebook* et *Google* dans l'opération de médiatisation et de pression sur le pouvoir politique. On notera par ailleurs l'importance et le dynamisme des « créatifs » dans les équipes qui se sont constituées ainsi que la présence de membres ayant des relations plus ou moins directes avec les chaînes d'information internationales comme *Aljazeera* et *France 24*. La création numérique (vidéo, clips et affiches contestataires) et sa médiatisation sur les réseaux sociaux seront quelques mois plus tard l'une des « armes » importantes de la visibilité locale et internationale du mouvement social tunisien. Les plateformes numériques, notamment *Twitter* et *Facebook*, favoriseront le contact entre les deux catégories d'acteurs, c'est-à-dire entre les militants et syndicalistes de base qui s'exercent aux technologies de la communication et les cyber-citoyens qui s'exercent à l'action politique, auxquels se sont joints les journalistes des médias étrangers venant à la pêche aux informations.

### DES MILITANTS ET CYBER-ACTIVISTES « ARMES » DE LEURS CAMERA-PHONES

La médiatisation du mouvement social tunisien sur les plateformes des réseaux sociaux et sur les écrans des chaînes de télévision étrangères était basée dès les premières heures du mouvement sur les vidéos produites par des témoins de la protestation sociale et de sa répression violente. Ce sont d'abord des militants syndicalistes outillés de leurs téléphones mobiles qui ont propagé les premières images de la contestation à Sidi Bouzid, devant le siège du Gouvernorat. Des actifs sur le terrain du militantisme, ayant appelé et participé à la mobilisation, ont fait circuler les contenus visuels grâce à des liens parfois d'amitié ou à des connaissances virtuelles via les réseaux. C'est le cas du syndicaliste Slimane Rouissi, l'un des « observateurs » de *France 24*, qui a fourni aux chaînes françaises les premières images amateurs de la contestation<sup>5</sup>. Des rapports

.....

3 Les archives du groupe sur Gmail, [groups.google.com/group/nhar3la3ammar/browse\\_theard/theard/](http://groups.google.com/group/nhar3la3ammar/browse_theard/theard/)

4 op. cit.

5 Le syndicaliste Slimane Rouissi collabore avec la chaîne de télévision France24 depuis le mois de Juillet 2010 comme l'un de ses observateurs en Tunisie ; voir la rencontre avec le syndicaliste sur le site de France 24, [observers.france24.com/fr/content/20111216-connaissiez-vous-slimane-rouissi-l-homme-lance-revolution-tunisienne-sidi-bouzid-14-janvier](http://observers.france24.com/fr/content/20111216-connaissiez-vous-slimane-rouissi-l-homme-lance-revolution-tunisienne-sidi-bouzid-14-janvier)

d'activisme déjà anciens relie aussi militants, blogueurs et journalistes d'*Aljazeera*<sup>6</sup>. Des cellules spontanées se sont constituées rapidement via les réseaux de communication. Lorsque le premier mort tombe sous les balles le 24 décembre à Manzel Bouzayen, une localité voisine, un militant et syndicaliste qui avait observé une grève de la faim en octobre 2010, prend rapidement contact par téléphone avec l'Agence France Presse grâce à un carnet d'adresses des médias étrangers fourni par un journaliste du journal *Al Mawkif*, l'organe du Parti d'opposition PDP. Ce qui est à souligner ici c'est que la production des images amateurs des militants et activistes sur les réseaux n'a pas surgi de nulle part et que dans cette étape du mouvement social ce sont d'abord des militants syndicalistes et politiques qui se sont emparés des technologies mobiles et des réseaux sociaux pour diffuser, faire partager l'information et influencer l'opinion. C'est l'une des tactiques choisies pour contourner la surveillance et la répression afin d'alerter l'opinion.

Au fur et à mesure que les images et les vidéos se propagent dans l'opinion, les pratiques de production de contenus visuels amateurs s'étendent et se « banalisent ». Lorsque la mobilisation sociale soutenant le mouvement social de Sidi Bouzid s'élargit pour toucher la capitale Tunis et les villes côtières, un lot important de photos et vidéos produites par des blogueurs, des syndicalistes et de simples citoyens s'inventant « reporters d'images », inondent les pages *Facebook* et *Twitter* à partir desquelles les médias internationaux, aidés par des cyber-activistes relais, vont nourrir l'actualité de leurs journaux d'information. Les créations des activistes tunisiens sont échangées et partagées grâce à plusieurs procédés : de l'envoi de *MMS* à la technologie *bluetooth* entre téléphones portables jusqu'au transfert via le *Flash Disque* et la carte mémoire. Elles sont téléchargées et font l'objet d'une appropriation individuelle sur le Net.

Les dispositifs mobiles ont permis aux citoyens de devenir des acteurs politiques et médiatiques mobilisés à l'écart des organisations officielles traditionnelles<sup>7</sup>. Comme l'affirme Olivier Blondeau, « les technologies de mobilité contribuent [...] à faire sortir les médiactivistes dans la rue » (Blondeau, 2007, p. 198). C'est le cas des syndicalistes mais aussi des blogueurs de la capitale très actifs sur le Net comme Azyz Amami et Slim Amamou qui, munis d'un smartphone, témoignent de la manifestation du 27 décembre 2010 à Tunis répondant à l'appel des syndicalistes de la capitale (Lecomte, 2011a). Depuis la tragédie de Sidi Bouzid en Tunisie et les manifestations populaires de soutien qui s'en sont suivies dans de nombreuses villes du pays, jusqu'aux interventions répressives violentes des forces de l'ordre, la majorité des images circulant sur le Net sont parties des téléphones portables. Le mobile a acquis pendant le mouvement social une telle ubiquité que l'on est en droit de questionner la place qu'occupent aujourd'hui les professionnels du journalisme dans de telles circonstances. Les vidéos amateurs ont été exploitées par les chaînes de télévision étrangères comme une source fiable et légitime pour couvrir les événements, mettant ainsi en position d'égalité journaliste et citoyen<sup>8</sup>. Sur

.....

6 Comme les relations qui existent entre le syndicaliste et militant Lamine al-Bouazizi, le journaliste d'*Aljazeera* Noureddine Aouididi et le blogueur et cyber-activiste Tarek Kahlaoui. Tous anciens animateurs d'une page sur *Facebook*, intitulée « Parlement virtuel ». D'après Tarek Kahlaoui, le journaliste de la chaîne qatari leur a accordé le « Green line » pour toutes les informations se rapportant à la mobilisation et à sa répression, *Express FM*, op. cit.

7 Les premières mobilisations des syndicalistes sont des initiatives proprement locales et ne répondaient pas à un appel de la part de la centrale syndicale UGTT.

8 Blog de Laurence Allard, « [MAJ] Tunisie, Egypte 2011 : Révolutions. Un. Point. C'est tout ! (Part one) : « Flash back sur la révolution tunisienne : mises en scène télévisuelles des

ce même niveau, nous pouvons aussi citer le cas de ce cyber-activiste tunisien qui, n'ayant aucun lien avec le journalisme, est devenu reporter pour la BBC. Au cœur de la manifestation du 14 janvier, il envoie depuis son téléphone mobile ce message « je passe en live sur BBC à 3 pm GMT pour transcrire ce qui se passe au centre ville! Soyez nombreux pour voir la vérité ! #TV7 #THF ».

## BATAILLE INFORMATIONNELLE ET RESEAUX RELAIS

Si les Tunisiens se sont mobilisés pour filmer leur mobilisation et sa répression par la police, c'est pour générer une information « authentique » déjouant la désinformation que propagent les médias *mainstream* locaux. C'est en quelque sorte une bataille informationnelle que les activistes ont menée parallèlement à la mobilisation sur le terrain : médiatiser à grande échelle les faits qui se produisent dans l'ensemble du pays. Le téléphone mobile élargit donc le champ des produits informationnels. Tout déplacement, même pour des raisons professionnelles ou familiales, devient l'occasion pour observer, écouter, filmer et diffuser. En témoigne ce message d'un usager, de retour dans la capitale Tunis le 13 janvier, en envoyant une photo lors de son passage par l'avenue principale : « I passed by the main in my way back from the desert an hour ago and saw burned tires and checkpoints, no police all around ». La découverte de l'effet médiatique des images de violence perpétrée contre les populations du centre-ouest du pays après leur diffusion sur les chaînes étrangères, notamment *Aljazeera* et *France 24*, a largement contribué à la mobilisation de ces dispositifs de communication mobile pour fabriquer l'information et la propager massivement sur les plateformes numériques. Avec l'annonce des premiers morts, les réseaux ont permis de « faire franchir le mur de la peur et d'augmenter la charge émotionnelle, de faire en sorte que ça devient insoutenable », précise la blogueuse Emna El Hammi<sup>9</sup>. De ce fait, certains activistes, mais aussi de simples citoyens, ont sillonné les quartiers de la capitale et d'autres villes tunisiennes pour couvrir le soulèvement populaire et sa répression, au point que le reportage photos et vidéos est devenu une véritable activité en soi.

C'est une véritable substitution au travail qui devait être accomplie par les médias locaux. Les activistes n'ont cessé de renvoyer ces derniers à leur propre défaillance, comme le confirment ces messages partagés sous *Twitter* critiquant le système médiatique : « we're sick of propaganda, very very sick », « traditionnel media abandon Tunisia to Twitter, youtube », « mais faites du live ! Envoyez des reporters sur place ! » et accusant les responsables des médias audiovisuels. Pendant que le régime tente de se maintenir à coup de programmes improvisés et discours télévisés menaçants, les dispositifs mobiles de certains activistes fournissent une information alternative en déjouant même les ruses de la propagande officielle. Par exemple, au moment où le journal télévisé de la chaîne tunisienne officielle TV7 réalise un micro-trottoir prenant pour cible des citoyens qui qualifient les manifestations populaires d'attaques contre la réussite du régime, une vidéo amateur nous parvient via le réseau social *Twitter* dans laquelle on perçoit une cité

[suite de la note]

vidéos mobiles ou la « télévision du peuple » dans les journaux télévisés français », [www.mobactu.fr](http://www.mobactu.fr)

9 Propos recueillis à l'occasion d'une rencontre au Forum du journal Libération à Lyon, le 27 novembre 2011, [www.forum-lyon-liberation.org](http://www.forum-lyon-liberation.org)



populaire de la capitale sous un nuage de bombes lacrymogènes et on entend des tirs de balles. En même temps, on aperçoit le profil d'une personne âgée conversant avec le possesseur du mobile qui filme tout en la prenant pour témoin. Il lui dit : « Rit ya Hadja rit yoktlou fina » (vous avez vu, pèlerine, ils sont en train de nous tuer). Cet écart communicationnel et symbolique que révèle cette juxtaposition de deux produits informationnels en appelle un autre se produisant de manière synchronique entre les images de la chaîne officielle TV7 et une vidéo produite par une caméra-phone. Alors que la chaîne tunisienne transmettait les manifestations de joie des Tunisiens à la suite des décisions libératrices annoncées par l'ex-chef de l'État dans son discours du 13 janvier, la vidéo amateur qui circule en ligne montre les voitures qui klaxonnent dans les rues en fixant l'objectif sur leurs plaques d'immatriculation. Une conversation est engagée entre celui qui filme et son accompagnateur qui affirme que ce sont toutes des voitures de location allouées par le régime pour servir sa propagande.

Cependant, ces photos et vidéos amateurs produites par les usagers du téléphone mobile n'auraient pas pu aboutir si n'y avaient pas été adossées des pratiques d'activistes relais s'exerçant presque au travail journalistique. À côté des reporters d'image, il y a des sélectionneurs et des vérificateurs amateurs engagés essentiellement sur le Net et en lien avec les journalistes des médias étrangers. Il y a eu en ce sens un phénomène de réciprocité et de convergence dans les intérêts des différents acteurs de cette médiatisation. D'une part, des activistes et militants qui cherchaient l'appui de l'opinion publique internationale à partir des médias transnationaux et d'autre part des médias internationaux qui étaient à l'affût des informations issues du terrain et recueillies par des témoins s'improvisant correspondants. Entre les deux, des plateformes de mise en lien ont existé, explique Malek Khadraoui. *Aljazeera* et *France 24*, dit-il, « ont compris qu'il fallait tout de suite aller vers cette nouvelle forme de collecte de l'information qui étaient les réseaux sociaux. Très vite, d'ailleurs, il y a eu des sortes d'intermédiaires en Tunisie entre justement ce qui se passait sur le terrain et *Aljazeera*. Le site que je codirige a été un de ces intermédiaires. On a travaillé avec *Aljazeera* très tôt pendant les événements. On les aidait à valider, par exemple, à identifier des vidéos, à les mettre dans leur contexte et aller même les chercher. Après, eux-mêmes ont commencé à faire leur travail. Les médias qui ont compris l'intérêt de l'interactivité avec les réseaux sociaux (...) ont été ceux qui ont pesé sur les événements »<sup>10</sup>.

Ce travail de collecte de vidéos, de leur vérification et de leur diffusion, que certaines analyses qualifient par le terme « curation » (Lecomte, 2011a, 2011b), a été aussi celui du collectif « Wikelat anbae taharrouket acheraa attounisi » (Agence de presse sondant le mouvement de la rue tunisienne) qui a aussi collaboré avec la chaîne qatari *Aljazeera*, notamment après les événements de Thala et de Kasserine, c'est-à-dire autour du 8 et 9 janvier. L'un des membres de ce collectif prétend que les citoyens réunis dans ce groupe ont réalisé un travail de collecte, de vérification et de validation comme de vrais professionnels de l'information<sup>11</sup>. Certains collectifs se chargeant de la collecte de l'information et de sa diffusion sur les réseaux sociaux ont pu, grâce à leur présence sur *Twitter*, avoir des contacts avec des journalistes étrangers via des militants des pays étrangers. C'est par exemple le cas du groupe qui s'active sous le nom de *SBZ\_news* qui

.....

10 Propos recueillis à l'occasion d'une rencontre au Forum du journal Libération à Lyon, le 27 novembre 2011, op. cit.

11 Blog de Tarek Kahlaoui, « A Brief Account of the Tunisian Revolution's Media Branch, [open.salon.com/blog/tkahlaoui/2011/01/20/](http://open.salon.com/blog/tkahlaoui/2011/01/20/)

nous a dit : « Depuis qu'on a créé le compte de twitter, le nombre de ceux qui nous suivaient a augmenté et certain d'entre eux étaient des activistes et des journalistes. Mais le premier contact était avec un journaliste de Newsweek ; c'était grâce à une militante égyptienne qui nous a aidé à restaurer la page de Facebook après avoir été piratée. Elle était un membre de « 6 April youth movement »<sup>12</sup>.

C'est donc sous cette forme totalement amateur mais quasi-organisée de l'information dans son aspect notamment iconographique que les médias étrangers et en particulier les chaînes de télévision transnationales ont réussi à pourvoir leurs rubriques internationales par des images issues du terrain et à atteindre par conséquent l'opinion à l'intérieur comme à l'extérieur de la Tunisie.

## POUR DEPASSER LA QUESTION DE L'AMBIVALENCE

Lorsque l'on tente d'étudier les usages des Tic, il nous semble important de les situer dans leur contexte précis, qu'il soit économique, politique ou médiatique. La recherche ne gagnerait en profondeur que lorsque l'on s'éloigne des généralités et des concepts-valise pour se rapprocher de la réalité des pratiques en les contextualisant. Pour cela, nous n'avons pas choisi dans ce texte de traiter de la médiatisation du mouvement social tunisien de manière abstraite et « délocalisée » mais nous avons recherché à mettre en synergie les pratiques de la téléphonie mobile, celles observées sur le Net et exploitées par les chaînes de télévision étrangères avec l'activisme traditionnel émergent du terrain.

Le fait de relier la mobilisation dans l'espace virtuel à la réalité de l'espace urbain relativise d'une manière générale la portée de l'activisme numérique, sans pour autant le disqualifier. C'est parce qu'il y a eu des militants mobilisés dans les villes du centre-ouest puis dans les villes côtières qui ont pris sur le vif les images des centaines de morts et de blessés au péril de leur vie que la mobilisation sur les réseaux, relayée par les chaînes de télévision étrangères, a pu prendre de l'ampleur de manière presque virale. C'est ce que confirment les propos de ce syndicaliste de Sidi Bouzid : « Quand je parle des militants politiques et syndicalistes qui ont lancé le mouvement, je fais référence à un groupe qui ne dépasse pas 50 personnes, mais qui avait une grande capacité de mobilisation. Nous avons acquis une crédibilité auprès des habitants et nous étions écoutés quand on appelait à des actions militantes. Au sein de ce groupe d'une cinquantaine de personne, il y avait bien sûr des leaders, qui se comptent sur les doigts d'une seule main. J'en faisais partie. Il y a beaucoup de choses à dire sur la véritable manière avec laquelle nous avons mené cette révolution, comme par exemple sur la façon dont nous sommes parvenus à élargir notre champ d'action et ne pas le cantonner à Sidi Bouzid. Nous avons par exemple encadré les jeunes et leur avons conseillé de se mobiliser de nuit. Mais nous ne pouvons pas encore tout révéler. Les forces contre-révolutionnaires sont encore là et il faut rester prudent. Le ministère de l'Intérieur n'a toujours pas été réformé et les snipers du RCD sont toujours en liberté. Nos noms sont peut-être méconnus du grand public, mais la police politique elle nous connaît très bien »<sup>13</sup>.

.....

12 Propos recueillis à partir d'un contact en ligne avec un membre de ce collectif, janvier 2012

13 Propos recueillis par Julien Pain et Sarra Grira, publiés sur le site de l'émission « Les Observateurs » de la chaîne de télévision France 24, op. cit.

Cette déclaration aussi succincte soit-elle décrivant la manière dont les militants ont agi rapidement pour faire propager le mouvement et faire circuler l'information montre aussi que, pour amplifier le mouvement, l'usage des techniques de la communication, en particulier le téléphone en lien avec le Net, sont des tactiques d'acteurs dominés par un système autoritaire et répressif. Les activistes savent pertinemment que leurs conversations sont écoutées, que leur position géographique peut-être localisée à partir de l'usage d'un smartphone et que leurs données personnelles sont récupérées par la police politique à des fins de répression. Les autorités ont maintes fois cherché à museler les prises de parole, aidées par des entreprises européennes, puis, par les administrateurs des plateformes numériques. C'est le cas par exemple de *Travicorn GmbH*, basée en Allemagne qui a fourni la technologie nécessaire à l'interception de la voix et données transitant sur les téléphones mobiles ou encore de l'entreprise *ETI A/S*, basée au Danemark, qui a permis à l'organe de surveillance d'intercepter les données des mobiles qui sont utilisées pour recueillir des informations sur les activités en ligne, y compris les correspondances par e-mail<sup>14</sup>. Mais ce qui nous semble encore problématique et qui doit être questionné, c'est que la fuite d'un dirigeant politique n'a pas freiné la poursuite des manœuvres liberticides qui sont parfois cautionnées par une partie de la société civile. Cela relativise non seulement le rôle des Tic dans l'ampleur que peuvent prendre les mouvements sociaux dans l'espace virtuel mais limite aussi leur capacité intrinsèque à assurer la norme démocratique. Le questionnement des rapports de force sociaux (Ferjani, 2011) dans le long terme nous semble la piste la plus adéquate car on ne peut soustraire les pratiques individuelles et collectives de contestation dans l'espace numérique des contraintes structurelles au sens que leur donne Bernard Miège. Les mouvements de l'espace public écrit-il « ne surgissent pas seulement des initiatives individuelles, ils s'inscrivent dans un réseau de contraintes structurelles et de limites qui leur sont assignées (...). Au rang des contraintes structurelles, on reconnaîtra aisément celles opposées par l'absence de liberté d'expression, d'association, etc., le contrôle politique étroit mais aussi la diversification sociale et culturelle, l'ouverture culturelle... » (Miège, 2010, p. 208). Ces contraintes structurelles qui animent les acteurs, ne sont pas entendues comme des cadres qui figent l'action des individus ou qui la façonnent d'une manière ou d'une autre mais dans le sens interactionnel dans lequel il existe des lieux de passage et d'induction réciproques.

.....

14 Voir l'enquête complète réalisée par Silver Vernon, « Post-Revolt Tunisia Can Alter E-Mail With "Big Brother" Software », 13 décembre 2011, [bloomberg.com/news/2011-12-12/](http://bloomberg.com/news/2011-12-12/). Le texte est traduit en français et accessible sur le site [www.fhmt.com](http://www.fhmt.com)

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AUBERT A., 2011, « Commercialiser les images amateurs dans le domaine informationnel : vers une redéfinition des stratégies agencières », Communication au Colloque, *Journalisme et questions sociétales au prisme des industries culturelles*, Groupe de Recherche sur les Enjeux de la Communication, Echirolles-Grenoble 26 et 27 mai
- BLONDEAU O., 2007, *Devenir Média. L'activisme sur Internet entre défection et expérimentation*, Amsterdam, 381 p.
- CARDON D. & Granjon, F., 2010, *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, 147 p.
- CARDON D., 2010, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Seuil, 102 p.
- CASTELLS M., 2011, « Ni Dieu ni Maître : les réseaux », *Conférence*, Fondation MSH, vidéo en ligne, [www.archivesaudiovisuelles.fr/2142](http://www.archivesaudiovisuelles.fr/2142)
- CHOUIKHA L. & GESSEIR V. « Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons politiques d'un conflit social inédit », *L'Année du Maghreb*, VI, CNRS Éditions, pp. 415-426
- ESTIENNE Y., 2007, *Le journalisme après Internet*, L'Harmattan, 313 p.
- FERJANI, R., 2011, « Révolution et contre-révolution en Tunisie : le virtuel miroir du réel », in Dossier « Monde arabe : les révolutions n'ont pas eu lieu », *INA-MédiaMorphoses, Médias n°30*, Automne 2011, pp. 79-82
- FLICHY P., 2010, *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Seuil, 97 p.
- GESSEIR V. & GOBE E., 2007, « Des fissures dans la 'Maison Tunisie' ? Le régime Ben Ali face aux mobilisations protestataires », *L'Année du Maghreb*, II, CNRS Éditions, en ligne <http://anneemaghreb.revues.org/140>
- LECOMTE R., 2009, « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora », *Tic et Société*, vol. 3, n° 1-2, en ligne <http://ticetsociete.revues.org/702>
- LECOMTE R., 2011a, « Révolution tunisienne et Internet : le rôle des médias sociaux », *L'Année du Maghreb*, VII, CNRS Éditions, pp. 389-418
- LECOMTE R., 2011b (à paraître), « Au delà du mythe de la 'révolution 2.0'. Le rôle des médias sociaux dans la révolte tunisienne », in ALLAL A. & PIERRET T. (Dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Dynamiques protestataires et autoritarismes*, Paris, Les Éditions du Croquant.
- MIEGE B., 2010, *L'espace public contemporain*, PUG, 221 p.
- MOROZOV E., 2011, *The Net delusion. The dark side of Internet freedom*, Public Affairs, USA, 409 p.
- MOROZOV E. (Interview), 2011, « Le Net, instrument de libération et d'oppression », *Libération*, 5 mars 2011
- REBILLARD F., 2010, « Le journalisme participatif, un maillon dans la chaîne numérique de l'information d'actualité », in MILLERAND F., PROULX S., RUEFF J., *Web social – Mutation de la communication*, PUQ, pp. 353-365
- SHIRKY C., 2011, « The Political Power of Social Media. Technology, The Public Sphere and Political Change », *Foreign Affairs*, [www.foreignaffairs.com/print/66987](http://www.foreignaffairs.com/print/66987)